



## **Convention de groupement de commandes relative au service de prévention des risques professionnels, dans le cadre du décret législatif italien 09/04/2008 N. 81, pour le compte des entités françaises présentes en Italie et au Vatican**

- Vu la Directive européenne 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics ;
- Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L 2113-6 et suivants ;
- Vu les habilitations autorisant les représentants des Parties à signer la convention, annexées à la présente convention.

Entre les soussignés :

### **Ambassade de France en Italie**

Piazza Farnese, 67  
00186 Roma

Représentée par :

NOM : Martin BRIENS Qualité : ambassadeur de France en Italie
--

### **Ambassade de France auprès du Vatican**

Via Piave, 23  
00186 Roma

Représentée par :

NOM : Florence MANGIN Qualité : ambassadrice de France près le Saint Siège
---

**Représentation permanente de la France auprès des Nations Unies à Rome (RP-ONU)**

Corso del Rinascimento, 52  
00186 Roma

Représentée par :

NOM : Tanguy STEHELIN

Qualité : ambassadeur, représentant permanent de la France auprès des Nations unies à Rome

**Institut Français Italia (IFI)**

Piazza Farnese, 67  
00186 Roma

Représenté par :

NOM : Florence ALIBERT

Qualité : directrice d'établissement culturel

**Institut Français Centre Saint-Louis (IFCSL)**

Largo Giuseppe Toniolo, 20/22  
00186 Roma

Représenté par :

NOM : François-Xavier ADAM

Qualité : directeur d'établissement culturel

**Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE)**, représentée par sa directrice générale, Mme SCHERER-EFFOSSE Claudia, au profit du :

**Lycée Chateaubriand de Rome / Ecole française de Naples,**

Etablissement en gestion directe

Via di Villa Patrizi, 9

00161 Roma

Représenté par :

NOM : Daniel Maurice PESTOURIE

Qualité : proviseur

Il est convenu de ce qui suit :

**Préambule :**

L'ambassade de France en Italie (Italie), l'ambassade de France près le Saint-Siège (Vatican), la représentation permanente près les Nations unies (RP-ONU), l'Ecole française de Rome (EFR), l'Institut Français Italia (IFI), l'Institut Français Centre Saint-Louis (IFCSL) et l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) au profit du Lycée Chateaubriand de Rome – dénommés ci-après les entités, souhaitent faire appel à un prestataire commun pour la prévention des risques professionnels, dans le cadre du décret législatif italien 09/04/2008 N. 81.

Au vu de ces éléments, il est donc créé un **groupement de commandes** dont les modalités de fonctionnement sont détaillées ci-dessous.

## **ARTICLE 1 – Objet du groupement de commandes**

Le groupement de commandes créé par la présente convention a pour objet l'organisation des modalités de passation d'un marché public pluriannuel d'un service externe pour la prévention des risques professionnels, dans le cadre du décret législatif italien 09/04/2008 N. 81, et ce afin d'obtenir les meilleures conditions économiques et techniques.

**Clause de sortie :** un membre du Groupement de Commande pourra quitter la présente convention d'achat, sous réserve de l'accord des autres membres du groupement.

Le cadre juridique de la convention suit les dispositions des articles L2113-6 et L2113-7 du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 2 – Rôle et adhésion des membres du groupement de commandes**

### *2.1 Rôle*

Les membres du groupement de commandes s'engagent à :

- recenser et communiquer leurs besoins au coordonnateur du groupement désigné à l'article 3 de la présente convention ;
- participer à l'élaboration commune d'un dossier de consultation des entreprises ;
- participer communément à l'analyse des candidatures et des offres déposées par les candidats ;
- faire remonter à l'ensemble des membres tout problème relatif à l'exécution du marché.
- déléguer certaines de ses interventions au service centralisateur qui pourra, le cas échéant, se faire assister d'experts associés, ainsi que de personnes qualifiées désignés par les membres du groupement.

Les membres du groupement de commandes participent tous de manière égale aux frais de publication de la procédure et de tout autre frais obligatoire liés à la procédure.

### *2.2 Adhésion*

Toute nouvelle adhésion au groupement de commandes constitué par la présente convention doit :

- faire l'objet d'un accord de chacune des parties à la convention ;
- être approuvée par la personne morale souhaitant adhérer conformément aux dispositions légales et réglementaires qui lui sont applicables.

Chaque nouvelle adhésion est formalisée par la conclusion d'un avenant à la présente convention, par lequel le nouveau membre en accepte les conditions sans réserve.

Dans l'hypothèse d'une réorganisation des périmètres ministériels occasionnant un changement dans la situation d'un ou plusieurs membres du groupement, la ou les nouvelles entités résultant de cette réorganisation optent pour la continuité de leur participation au groupement ou pour leur désengagement de la convention. En cas de désengagement du groupement, le coordonnateur du groupement en est informé par une notification provenant d'une personne habilitée à engager l'entité ayant choisi de se désengager. En l'absence d'une telle notification, l'entité est réputée continuer à appartenir au groupement.

### **ARTICLE 3 – Désignation du coordonnateur du groupement**

L'ambassade de France en Italie est désignée Coordonnateur du Groupement de Commandes (CG).

La désignation d'un nouveau CG ne pourra se faire qu'avec l'accord de l'ensemble des membres du groupement de commandes et par avenant à la présente convention.

Le CG, après avis des membres du groupement de commandes, pourra faire appel à tout autre expert associé qui sera jugé utile.

### **ARTICLE 4 – Mission du coordonnateur du groupement**

Le CG est chargé de mener la procédure adéquate de passation du marché public pour l'ensemble des membres du groupement de Commandes via la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE).

Il a également pour mission de signer le marché et de le notifier, le représentant de chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurant de sa bonne exécution, conformément à l'article 6.

### **ARTICLE 5 – Organisation du suivi de la procédure**

Les entités s'engagent à fournir au CG les renseignements nécessaires à la conduite de la procédure et mettent tout en œuvre, aux différents stades de la procédure, pour parvenir à la conclusion du marché public.

Le CG informe régulièrement les membres du groupement de commandes de l'état d'avancement de la procédure

Un **groupe de travail**, composé au minimum d'un représentant de chaque membre du groupement de commandes, assure le suivi et valide les principales étapes de la procédure. Ce groupe se réunit autant que nécessaire jusqu'à la notification du marché.

La notification est effectuée par le CG, en tenant compte des exigences formelles de chaque entité.

En cas de désaccord nécessitant un arbitrage, le CG le soumet à un comité composé de personnalités appartenant à chacune des entités administratives du groupement de commandes ayant un pouvoir décisionnel suffisant.

### **ARTICLE 6 – Exécution du marché**

Chaque membre du Groupement de Commande informe ses services de la conclusion du marché.

Il leur communique à cet effet une copie des documents relatifs au marché

L'exécution des marchés relève de chaque entité pour la partie du marché la concernant.

Chaque membre du groupement inscrit le montant de l'opération qui le concerne dans son budget, procède à l'émission de bons de commande ou à la notification des marchés subséquents pour la réalisation de ses besoins propres, à la vérification de chaque prestation exécutée et au règlement et à la liquidation des factures correspondantes, dans les conditions prévues aux articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Seuls les membres du groupement de commandes pourront passer des commandes sur le marché notifié.

#### **ARTICLE 7 – Suivi de l'exécution du marché**

Autant que de besoin, en plus de la comitologie prévue au cahier des charges du marché, un comité de suivi issu du groupe de travail mentionné à l'article 5 de la présente convention et composé de chaque membre du groupement de commandes sera mis en place pour suivre l'exécution du marché et la résolution des éventuels litiges, vérifier son adéquation avec les besoins tout au long de la durée du marché, valider toute nouvelle proposition du titulaire relative à la tarification, et, le cas échéant, toute modification des prestations.

Une fois formé, ce comité sera réuni chaque fois que nécessaire par le **CG** afin de faire un bilan de l'exécution du marché. Il pourra se réunir exceptionnellement à la demande d'une des parties.

Chaque membre du groupement de commandes assure le suivi du marché et traite en interne les litiges mineurs (par exemple : relatifs à la facturation). Il informe le **CG** des difficultés rencontrées pour que celui-ci puisse suivre la qualité des prestations du titulaire.

Chaque membre du groupement est responsable de tout manquement lié à ses obligations fixées dans le marché.

#### **ARTICLE 8 – Durée et évolution du groupement**

La présente convention prend effet à compter de sa date de notification, par le coordonnateur du groupement, à l'ensemble des membres signataires.

Elle est conclue pour une durée d'un an et renouvelable chaque année par tacite reconduction pour la même durée d'un an

En cas d'activation de la clause de sortie prévue à l'article 1, le membre du groupement de commandes qui se retire demeure tenu par les engagements pris antérieurement à son retrait auprès du groupement et/ou du titulaire du marché.

Le groupement prendra fin, à l'issue de tous les marchés conclus dans le cadre de la présente convention de groupement, dès lors, que par suite du retrait de ses membres, il n'en demeurera plus au moins deux.

#### **ARTICLE 9 – Avenants, diffusions**

La présente convention n'est modifiable que par avenant approuvé par l'ensemble des membres du groupement de commandes.

Le **CG** conserve l'exemplaire original de la présente convention et en transmet une copie à chaque membre du groupement de commandes.

Fait à Rome, le 11 juillet 2025

**Pour l'ambassade de France en Italie**

Martin BRIENS, ambassadeur de France en Italie





**Pour l'ambassade de France auprès du Saint-Siège**

Florence MANGIN, ambassadrice de France près le Saint Siège



**Pour la représentation permanente de la France auprès des Nations unies à Rome**

Tanguy STEHELIN, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès des Nations unies à Rome




**Pour l'Institut Français Italia (IFI)**

Florence ALIBERT, directrice



**Pour l'Institut Français Centre Saint-Louis (IFCSL)**

François-Xavier ADAM, directeur



François-Xavier Adam  
Conseiller de coopération et d'Action Culturelle  
de l'Ambassade de France près le Saint-Siège  
Directeur de l'Institut français - Centre Saint-Louis

**Pour l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE - Lycée Chateaubriand de Rome / Ecole française de Naples)**

Par délégation de la directrice générale, Claudia SCHERER-EFFOSSE : Daniel PESTOURIE, proviseur

